

# Propositions, débats et actions monétaire et écono

Alors que la monnaie unique se met en place, il importe de poursuivre et même d'amplifier l'action pour des réorientations de la construction monétaire européenne, face aux difficultés économiques, sociales et politiques prévisibles. Il ne s'agit pas seulement de la perspective d'un dépassement de la monnaie unique par une monnaie commune articulée aux monnaies nationales. Mais surtout on peut intervenir pour des propositions immédiates d'infléchissement de l'intérieur de la construction en cours, en faveur d'une coopération pour le progrès social en Europe. Un important numéro double d'Issues vient précisément de sortir, intitulé « Face à la mise en place de la monnaie unique, peut-on réorienter la construction monétaire européenne ? ». Il comprend plusieurs contributions marquantes, de sensibilités très diverses et des débats sur toutes ces questions. Nous reproduisons ici-après l'avant-propos de ce numéro\*.

par Paul Boccara

**M**ême si l'euro devait être mis en place en 1999 rien ne serait définitivement joué de façon irréversible, sans possibilité d'intervenir pour des transformations très profondes. Bien plus, face aux difficultés graves et aux antagonismes sociaux ou internationaux prévisibles, travailler à des solutions alternatives de dépassement radical resterait une nécessité impérieuse, au-delà d'interventions immédiates pour peser sur la construction et réagir pour desserrer l'étau.

## Montées des injonctions paradoxales : objectif emploi désormais avancé et mesures en sens contraire redoublées aux plans budgétaire et monétaire

En 1997, au Conseil européen d'Amsterdam puis au Sommet de Luxembourg, avec l'aggravation du chômage perdurable et de la précarité dans les pays de l'Union européenne, la question de l'emploi a enfin été mise en avant des préoccupations affichées à propos de la construction économique et monétaire. Cependant, de façon paradoxale, ont été, au contraire, renforcées, avec le Pacte de stabilité ainsi qu'avec les contraintes budgétaires et monétaires de la politique gouvernementale ou des Banques centrales en vue de la qualification pour l'euro, les pressions déflationnistes contre les dépenses sociales et contre l'emploi.

Après les euro-grèves et euro-manifestations de 1997 contre les licenciements depuis la Belgique et Vilvorde, au début de 1998, de la France à l'Allemagne, les mouvements de chômeurs ont commencé à s'exprimer avec force et à recevoir le soutien des opinions publiques. Aussi, on veut persuader ces dernières que l'instauration imminente de l'euro ne pose que des problèmes pratiques, techniques ou psychologiques, de mise en œuvre, et que le problème du chômage ne peut se régler que dans le cadre intangible de la monnaie unique.

Cependant, les injonctions paradoxales concernant les objectifs affichés d'emploi et les mesures et propositions monétaires

ou financières en sens contraire, prédominantes, persistent et redoublent.

Ainsi, le projet de programme de gouvernement du Parti social-démocrate allemand (SPD) déclare à la fois : « Nous ne voulons pas d'euro du chômage, mais un euro pour l'emploi et la stabilité sociale », et « Nous voulons que l'euro soit aussi fort que le deutschemark ».

Ainsi, en France, le Premier ministre propose d'affecter les surplus de recettes de la croissance précaire de 1998 partie pour l'emploi et les minima sociaux, partie pour la réduction de l'endettement public ; la première loi réduisant le temps de travail à 35 heures hebdomadaires prévoit des incitations financières publiques pour la création corrélative d'emplois, mais par des baisses des charges sociales tout en refusant un amendement sur la bonification des taux d'intérêt du crédit en faveur de l'emploi ; le ministre des Finances, tout en annonçant une décrue à venir du chômage, réclame une réduction des déficits budgétaires plus drastique que le maximum de 3 % du PIB, des critères de Maastricht, en évoquant 2 % et moins encore, afin de réduire la dette publique qui, avec 58 % du PIB approche la limite de Maastricht de 60 %.

Par ailleurs, le Rapport sur la cohésion de la Commission européenne d'avril 1997 a souligné que les divergences entre régions à l'intérieur des pays du Sud de l'Europe se sont aggravées en terme de salaires et de chômage. De nombreuses voix s'élèvent en 1998 pour prévoir des pressions accrues sur les taux de salaires et sur l'emploi dans les régions européennes relativement pauvres avec la réalisation de l'euro.

## Le maintien de l'exigence d'un dépassement par une coopération monétaire en faveur de l'emploi en Europe

En même temps, avec le redoublement des injonctions paradoxales et le choc de la crise financière asiatique révélateur des risques grandissants de la croissance et de la globalisation financières déchaînées, l'ambivalence extrême des motivations profondes et des enjeux concernant une Union monétaire européenne, à distinguer de l'unicité de l'euro, s'exacerbe :

\* Les intertitres sont de la rédaction.

# pour transformer la construction mérique européenne

- coopération entre pays européens pour la promotion du modèle social européen et pour un monde de coopération ?
- ou globalisation renforcée des capitaux européens sur les marchés financiers en acceptant la durabilité du chômage ainsi que l'aggravation des inégalités et antagonismes sociaux ou internationaux ?

Dans ces conditions, le passage à la réalisation de l'euro rendrait encore plus pressant le besoin de solutions pour l'emploi, depuis des mesures immédiates d'infléchissement partiel jusqu'à la perspective de solutions de rechange alternatives, ainsi que de débats sur leur viabilité pratique, en vue d'un dépassement de l'euro.

Face aux antagonismes accrus prévisibles, il s'agirait de travailler sur des solutions novatrices, à l'opposé des deux solutions de facilité :

- soit la fuite en avant, noyant les problèmes de fond et de long terme dans la réalisation technique à courte vue de la monnaie unique ;
- soit les imprécations sur la catastrophe imminente, prônant le simple retour illusoire aux systèmes traditionnels purement nationaux.

C'est dire l'importance de ne pas céder à la fatalité et l'intérêt de poursuivre des discussions sur la viabilité de propositions de dépassement, tel un système de monnaie commune, non unique et articulée aux monnaies nationales, s'opposant à la fois à la déflation sociale et à des reflations isolées dans divers pays européens.

## Unité d'action, sans préalable, pour l'expansion d'un crédit à taux abaissé en faveur de l'emploi et de la formation

Toutefois, il ne s'agirait pas pour autant d'opposer, de façon spéculative et marginalisée, un autre système par principe, celui d'une monnaie commune de coopération par exemple, à celui de la monnaie unique européenne. C'est sans préalable idéologique qu'une large unité d'action aux plans nationaux et européen pourrait être recherchée pour de fortes mesures immédiates commençant à dépasser les injonctions paradoxales, à partir des aspirations encore refoulées mais grandissantes concernant une émancipation des marchés financiers pour l'emploi. Cela concernerait une autre utilisation des fonds et une véritable coopération monétaire dans l'intérêt des peuples et des travailleurs européens eux-mêmes. Ces mesures pourraient aller dans le sens d'une expansion novatrice du crédit et de nouvelles relations des banques aux entreprises, selon d'ailleurs les velléités symptomatiques déjà exprimées, tout particulièrement par les mesures timides et contradictoires de 1997, à Amsterdam puis à Luxembourg, concernant les crédits de la Banque

européenne d'Investissement pour l'emploi en Europe. La mise en cause de la dictature des marchés financiers tend en effet à progresser dans les opinions, face aux exigences, non réductibles à des contrats individuels ou collectifs sur le marché, de la vie des populations, depuis des minima sociaux dignes, incompressibles, jusqu'à des mesures effectives de maintien et de création d'emplois nettes ou de formation débouchant réellement sur des emplois. Cela concernerait, de façon convergente, aussi bien ceux qui sont employés de manière de plus en plus précaire, que les couches fragilisées des jeunes, des plus de 50 ans, des femmes, des couches d'origine émigrée, etc.

Toutefois, le tabou persiste dans les études et les débats sur la question cruciale d'un nouveau crédit comme alternative à la domination des marchés financiers, d'une nouvelle organisation du système bancaire, de nouveaux pouvoirs de contrôle sur l'utilisation de l'argent de l'Etat, des entreprises, des banques, des institutions financières. On met éventuellement en avant, même dans des critiques dites « de gauche », le besoin d'expansion budgétaire européenne et non le besoin d'expansion monétaire nouvelle, partagée, contre la déflation sociale et réelle, du moins sauf exceptions (1). Ces exceptions et considérations encore très minoritaires sur la création monétaire ne mettent pas, en général, en cause la contrainte de l'unicité de la monnaie unique elle-même, mais la gestion de la monnaie unique et les conditions de la marche vers elle, par exemple les critères restrictifs de Maastricht.



Ce numéro d'*Issues* révèle néanmoins de nouveaux rapprochements suggestifs sur une exigence nouvelle d'expansion monétaire en Europe.

Cependant, on relance les politiques perverses de réduction des charges salariales ou encore des charges sociales, prétendument en faveur de l'emploi. Ce qui renforce, avec la baisse des coûts salariaux globaux, les pressions concurrentielles à la baisse des taux de salaires et ses effets régressifs concernant la limitation de la demande, des qualifications, des dépôts en comptes-chèques des salariés ne réclamant pas de rémunération et favorisant, avec la diminution du coût de la ressource bancaire, la baisse des taux d'intérêt des banques.

Au contraire, on peut proposer d'abaisser non pas les charges sociales dans une logique d'abaissement des charges salariales, mais les charges financières des entreprises de façon sélective pour l'emploi, et pour la formation débouchant sur l'emploi dans une logique d'abaissement des rendements financiers, de recul du capital dit rentier. Il s'agirait d'abaisser les taux d'intérêt des crédits pour les investissements réels, physiques ou informationnels (recherche et formation) et non pas financiers, d'autant plus qu'ils programment des améliorations des emplois et des créations nettes d'emplois. Cela pourrait s'effectuer avec des bonifications d'intérêt par des fonds publics, aux plans régional, national ou européen ainsi que par des refinancements des crédits en question par les Banques centrales en coopération, grâce à une nouvelle expansion monétaire pour l'efficacité sociale.

### **Construction alternative d'une monnaie commune pour le dépassement et propositions immédiates d'infléchissement de la construction en cours**

Ce numéro d'*Issues* présente précisément des propositions et des discussions sur toute une gamme de possibilités, plus ou moins alternatives par rapport à la construction monétaire et économique en cours, laquelle contribue au chômage massif persistant et la précarisation des emplois.

Cela concerne d'abord des propositions de monnaies communes :

- soit d'une monnaie commune de coopération intra-européenne, articulée aux monnaies nationales pour l'emploi et les capacités humaines, de Paul Boccard ;
- soit d'une monnaie commune parallèle et d'ancrage externe séparée des monnaies nationales, de Gérard Lafay.

Elles sont suivies de discussions sur leur portée éventuelle et leur viabilité pratique.

Cela concerne également des propositions sur le besoin général et des mesures immédiates d'expansion monétaire en coopération et de crédits nouveaux pour une croissance réelle riche en emplois, dans la mesure du possible du moins, en s'opposant à tous les obstacles de la construction de la monnaie unique.

A travers la domination des plus forts, les rivalités et les secousses, convergent néanmoins les intérêts des groupes financiers européens sur l'utilisation de l'euro. Mais aussi le contre-coup aggravé de ces dominations et rivalités sur le chômage et la précarisation touche tous les pays européens, y compris l'Allemagne, en formant la base de nouvelles convergences de luttes, que la réalisation de l'euro pourrait rendre plus urgentes. Ces rapprochements ne pourraient-ils enfin concerner, au-delà des tabous, la création monétaire et le crédit en coopération, en vue d'une autre croissance réelle, plus solidaire, beaucoup plus soutenue et beaucoup plus riche en emplois et en progression de capacités humaines ?

Il ne s'agirait pas, à notre avis, d'une simple position de prin-

cipe et d'une seule bataille d'idées, mais de nouvelles interventions effectives des travailleurs, des populations et des élus, depuis le niveau local et régional jusqu'au niveau national et européen, expérimentant dans la pratique de nouveaux droits et pouvoirs.

Ces interventions viseraient d'autres relations entre banques et entreprises, pour d'autres crédits à bas taux sélectifs, en faveur des investissements réels, aux taux d'intérêt d'autant plus abaissés que ces investissements feraient de l'emploi et des capacités humaines, en coopération. Outre l'impulsion initiale possible par des fonds publics - depuis le niveau local et régional - pour des bonifications d'intérêt sélectives et des garanties de prêts, ce sont les pressions pour une autre organisation du crédit et sa mobilisation avec une expansion nouvelle de la création monétaire, depuis les prêts des banques et institutions financières, à partir du plan local jusqu'aux refinancements des Banques centrales européennes, qu'il est possible de développer.

En même temps, les enjeux d'une nouvelle construction commune politique, sociale et culturelle en Europe devrait pouvoir être traités en étant articulés à une réorientation économique et monétaire de coopération et non par la fuite en avant d'une unicité fédéraliste développant tous les antagonismes. Enfin, les problèmes dits de « l'élargissement » renforcent encore le besoin d'une construction de coopération entre nations associées, à l'opposé des dominations réelles, monétaires et informationnelles.

### **Une autre construction de coopération monétaire au plan mondial pour le co-développement des peuples**

D'ailleurs, la réunion au sommet du G-8 de 1997, consacrée à l'emploi dans le monde a, à son tour, présenté des injonctions paradoxales révélatrices de besoins de dépassement : appel à l'investissement réel et informationnel, mais silence sur la domination des investissements financiers ; protestation contre le chômage et l'exclusion, mais appel à la flexibilisation d'insécurité accrue des salaires et des emplois. Les interventions internationales massives du FMI pour colmater les brèches, soutenir les banques et les marchés financiers après la crise dite « asiatique », soulignent encore l'urgence de cette créativité de dépassement.

C'est dans ce sens que sont encore évoquées, dans ce numéro, des propositions à l'échelle mondiale, concernant l'instauration d'une monnaie commune à tous les pays de la Terre, à partir des Droits de Tirages spéciaux (DTS) actuels du FMI. Ceux-ci seraient profondément transformés dans leur ampleur et leurs attributions, à l'opposé de leur refoulement actuel. Ils pourraient de la sorte se substituer à la domination du dollar ainsi qu'aux tentatives de collaboration ou de rivalité avec lui pour la domination du monde, en vue de contribuer à un codéveloppement effectif de tous les peuples. ■

1. Voir, comme exemple d'exception : On doit donc conclure que la zone de chômage à deux chiffres coïncide largement avec celle des pays candidats à l'Euro qui, au cours de ces dernières années, ont dû suivre une politique monétaire restrictive dictée par la Banque centrale allemande, une politique fiscale (budgétaire) tout aussi restrictive pour rentrer dans les critères de Maastricht (...). La politique monétaire trop restrictive a provoqué une érosion continue des investissements privés et donc de la demande consolidée et une augmentation considérable du chômage. Aussi ne peut-elle être prolongée maintenant que l'inflation est supprimé (...). Giorgio La Malfa et Franco Modigliani « Attention ! L'eurochômage pourrait tuer l'euro », *Le Monde*, 7 mars 1998.